



---

**Seizième session**

New York, 4-14 décembre 2017

**Élection des membres du  
Comité du budget et des finances**

**Addendum**

**7. Shava, Margaret Wambui Ngugi (Kenya)**

[Original : anglais]

**Exposé des qualifications**

**Biographie résumée**

Education : Mastère (études démocratiques) ; baccalauréat en droit (LLB) avec mention ; diplôme en droit international public de la Kenya School of Law (KSL), diplôme de Certified Public Secretary (CPS).

Expérience professionnelle : 25 ans.

Nationalité : Kenyane.

Langues : Anglais, kiswahili, français, langues locales.

**Carrière professionnelle**

Plus de 25 ans d'expérience professionnelle en matière de droit, de gestion, de consultations juridiques, d'initiatives de paix et de justice transitionnelle. Ladite expérience a été acquise dans le cadre d'un travail en qualité de fonctionnaire dans divers secteurs d'activité, ainsi que dans le cadre de fonctions occupées auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'ONG nationales et internationales. Parmi les principaux domaines de compétence, il convient de citer la justice transitionnelle, les droits de l'homme, la gouvernance, le droit international des réfugiés et l'égalité des genres.

Admise comme avocate près la Cour suprême du Kenya après avoir effectué un stage dans l'un des principaux cabinets kenyans. Plusieurs années d'expérience dans l'une des entreprises les plus importantes du pays en qualité d'assistante de la secrétaire générale (dont elle assumait certaines fonctions en son absence). A pratiqué le droit des actes translatifs de propriété et le droit commercial dans un gros cabinet d'avocats de Nairobi où elle était pressentie comme associée au moment où elle a décidé de prendre un congé sabbatique de deux ans aux États-Unis. A renforcé ses connaissances spécialisées en

gouvernance d'entreprise et en gestion des ressources humaines auprès d'un gros cabinet-conseil de Nairobi avant d'ouvrir le sien.

A renforcé son expérience en matière de formation, de recherche, de rédaction et de promotion en effectuant des missions d'audit auprès de diverses ONG spécialisées dans la protection des droits de l'homme. A animé des ateliers d'éducation civique pour le compte de l'Institute for Education in Democracy. A rédigé des documents d'orientation destinés notamment à l'Education Centre for Women in Democracy. A exercé des fonctions d'observateur pour FIDA-Kenya, une ONG au service des femmes jouissant du statut d'observateur aux Nations Unies, pendant les élections générales tenues au Kenya en 1997. A présidé Young Career Women (Kenya), une organisation affiliée à la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, et – à ce titre – dirigé des initiatives en matière de planification stratégique de l'autofinancement des programmes de l'Organisation et élargi le programme d'éducation des filles méritantes de familles pauvres. A participé à des conférences et des ateliers locaux et internationaux. Est intervenue en qualité d'orateur principal lors de la Journée de la femme organisée par l'université catholique d'Afrique de l'Est en 2001. Ancienne élève de l'African Women's Leadership Institute disposant de connaissances spécialisées dans des domaines tels que le féminisme, la planification stratégique et la gestion de projets. Présidente du chapitre kenyan de Women in Law and Development in Africa (Kenya) : une organisation panafricaine de défense des droits des femmes ; a pris en cette qualité des initiatives organisationnelles capitales pour l'élaboration et l'adoption de la Loi kenyane sur les infractions sexuelles : un instrument tenant une part essentielle dans la réforme législative en cours au Kenya. Affectée par le procureur général au groupe de travail chargé de suivre la mise en œuvre de ladite loi

En qualité de cosecrétaire nommée par la Cour suprême du Kenya, s'est acquittée de sa mission consistant à organiser et à superviser les élections du National Council of Women of Kenya – l'organisation fédérant les ONG vouées à la défense des droits des femmes au Kenya – en tirant parti de ses talents de médiatrice pour concilier les positions antagonistes des différentes factions.

Vaste expérience acquise au sein du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à la fois au Kenya et à l'étranger. A travaillé pour cette organisation en qualité de juriste chargé de déterminer le statut des réfugiés, d'adjointe principale à la protection et de formatrice/animatrice d'ateliers consacrés aux violences sexistes et sexuelles et au droit international des réfugiés. A mené deux missions sur place pour le compte du Haut-Commissariat au Soudan en qualité de conseillère internationale ; a été sélectionné par le siège du Haut-Commissariat à Genève comme chef à Gedaref de l'équipe chargée de déterminer le statut d'Éthiopiens, puis d'Érythréens, sollicitant le statut de réfugié en vertu de la clause de cessation applicable lorsque les circonstances ont cessé d'exister.

A obtenu une note brillante pour sa thèse de mastère consacrée à l'ethnicité et la démocratie au Kenya.

A rejoint International Alert, une ONG de taille moyenne vouée à la recherche de la paix basée à Londres et exerçant des activités dans le monde entier. A été nommée dans ce cadre responsable du programme régional pour la zone des Grands Lacs africains. A facilité la transition du Forum AMANI – le forum parlementaire des Grands Lacs pour la paix – d'un simple programme d'alerte en une organisation régionale à part entière couvrant le Burundi, la République démocratique du Congo, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie. A élaboré et coordonné le réseau RAN d'analystes régionaux et lancé les premiers projets de recherche de cette structure consacrés à l'influence des mythes, rumeurs, stéréotypes et autres préjugés sur les conflits au Rwanda, au Burundi et dans la partie orientale de la RDC. A pris la direction organisationnelle d'un projet d'élaboration d'une stratégie d'alerte au Kenya et, à ce titre, géré un budget de plus de 250 000 GBP par an.

A sollicité et obtenu, à l'issue d'une procédure ouverte, le poste de membre de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation établie au Kenya conformément au point 4 de l'agenda fixé par l'accord de paix signé en février 2008 pour mettre fin aux violences postélectorales ayant secoué le pays. A prêté serment le 3 août 2009 devant le président de

la Cour suprême du Kenya après avoir réussi un entretien et s'être soumise à une procédure rigoureuse de contrôle.

Après avoir mené à bien les travaux de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation jusqu'à sa dissolution en août 2013, a effectué plusieurs missions de conseil juridique dont la dernière vise la participation des femmes au processus de paix en Colombie.

En janvier 2015, a ouvert un cabinet d'avocats travaillant pour un petit groupe de clients choisis – à la fois nationaux et internationaux – relevant de plusieurs secteurs d'activité.

### **Éducation**

- Université de Leeds, Royaume-Uni, mastère en étude démocratique dans le cadre d'une bourse de la Fondation Ford.
- Université de Buckingham, Royaume-Uni, licence en droit (BA) avec mention grâce à une bourse Chevening accordée par le British Council.
- Avocate près la Cour suprême du Kenya.
- Agréée comme CPA (Certified Public Secretary) au Kenya.
- Certificat en pétrole & gaz du Strathmore University Extractives Industry Centre, Strathmore Law School.
- Certificat en droit de la concurrence de la Kenya School of Law.

### **Expérience**

Janvier 2015 jusqu'à aujourd'hui : Propriétaire d'un cabinet d'avocats spécialisé en droit commercial et en droit des actes translatifs de propriété disposant de connaissances spécialisées dans le domaine des activités extractives, du pétrole et du gaz, du droit de la concurrence et de la planification successorale ; conseillère juridique dans le domaine des activités hippiques, de l'aéronautique et de l'environnement.

Septembre 2013 jusqu'à aujourd'hui : Consultante indépendante : conseillère spécialisée auprès de Humanitarian Dialogue : une organisation spécialisée dans la médiation basée en Suisse. Membre du groupe d'experts recrutés en février 2017 par UN Women, Colombie, pour prodiguer des conseils sur la mise en œuvre du système intégré de justice transitionnelle avec prise en compte des besoins particuliers des femmes et des minorités. A participé à des réunions de haut niveau et formulé des recommandations ayant eu un impact sur le processus.

Nommée par le Secrétaire général du Commonwealth membre du groupe d'observateurs dit « Eminent Persons Observer Group » chargé de superviser les élections de 2015 en République de Tanzanie.

A donné plusieurs conférences et participé à divers projets de recherche.

A animé des ateliers notamment dans le cadre de l'initiative Nansen (Genève) sur le changement climatique et les mouvements de personnes.

Juillet 2009 – Août 2013 : membre de la Commission du Kenya pour la Vérité, la Justice et la Réconciliation : À l'issue des élections générales organisées au Kenya en décembre 2007, des violences généralisées ont éclaté alors que les résultats de l'élection présidentielle étaient contestés. Les événements qui ont suivi ont constitué le principal défi politique posé au Kenya depuis son indépendance et on fait peser une menace sur la stabilité de l'État et la viabilité de la Nation. Un processus de dialogue national a débouché sur l'établissement d'institutions visant à régler les problèmes à long terme ayant entraîné la crise. L'une de ces institutions était la Commission pour la Vérité, la Justice et la Réconciliation (*Truth Justice and Reconciliation Commission*).

À l'issue d'un concours national, six commissaires kenyans ont été nommés par S. E. le Président de la République du Kenya le 22 juillet 2009 afin de siéger au sein de la Commission, à côté de trois commissaires internationaux nommés par le Groupe de personnalités éminentes de l'Union africaine. Les commissaires jouissaient d'un statut comparable à celui des juges de la Haute Cour.

Au plus fort de ses opérations, la Commission comptait un personnel d'environ 150 personnes et disposait d'un budget supérieur à 1 milliard de shillings kenyans (soit environ 12,5 millions d'USD). Elle siégeait à Nairobi, mais ses membres se rendaient fréquemment dans les différentes parties du pays afin d'assurer la direction stratégique du processus. Les tâches incluaient la conception du processus, le recrutement du personnel clé et la liaison avec les principaux organismes gouvernementaux et les représentants officiels ainsi qu'avec les organisations internationales, la collecte de fonds et la tenue d'auditions publiques, ce qui a mené à la production du rapport final. Ce dernier a été présenté à S. E. le Président de la République du Kenya, le 22 mai 2013, puis largement diffusé sur Internet, dans la presse et sur des forums de discussion, des exemplaires imprimés ayant été par ailleurs remis à l'exécutif, au législatif et au judiciaire.

Membre du Comité des finances et de l'administration et du Comité des communications. En qualité de commissaire, a dirigé les Comités de rédaction et de recherche.

Les principales tâches de la candidate peuvent être décrites comme suit : apport et participation essentiels à la stabilisation de la Commission après un début controversé ; leadership durant les auditions publiques, y compris celles visant plus spécialement les femmes et les enfants ou les réfugiés ; représentation de la Commission devant des auditoires locaux et internationaux ; participation clé aux interventions auprès du Parlement, du ministère de la Justice et du ministère des Finances ; finalisation, production et diffusion du rapport. Principale organisatrice et participante clé aux auditions consacrées aux réfugiés kenyans du camp de Kiriyaongo situé en Ouganda.

Juin 2003 – Juillet 2009 : International Alert - Chargée de programme principale –Grands Lacs : Lancée il y a 21 ans par Martin Ennals, ancien secrétaire général d'Amnesty International, cette ONG internationale est la première à s'être intéressée à cette question. Actuellement basée à Nairobi (Kenya), elle anime des programmes à vocation régionale dans tous les pays de la région des Grands Lacs d'Afrique. Elle élabore des synthèses permettant d'établir un lien entre ses divers programmes nationaux et des initiatives régionales. Alert a établi des partenariats avec des décideurs politiques de haut niveau tels que des parlementaires et des chefs religieux, avec des chercheurs et des analystes indépendants, ainsi qu'avec des organisations œuvrant pour les droits des femmes et la paix dans toute la région. Parmi les principales réalisations, mentionnons : la direction de la transition du Forum parlementaire des Grands Lacs sur la paix - le Forum AMANI - d'un simple programme d'Alert à une organisation indépendante couronnée de succès ; la consolidation du Réseau régional d'analystes (RAN) et la coordination de son projet de recherche inaugural sur l'impact des rumeurs, mythes, préjugés et stéréotypes sur les conflits ; et la coordination d'un important projet de recherche en partenariat avec l'Initiative d'appui sous-régional de l'Afrique de l'Est pour la promotion de la femme – EASSI – sur la participation des femmes aux transitions politiques.

Fondatrice avec d'autres du Great Lakes Ecumenical Forum (GLEF) qui rassemble des dirigeants interreligieux pour rechercher des solutions aux conflits violents dans la région, tant au niveau des communautés qu'à celui des plus hautes instances politiques. Participante clé à la collecte de fonds, y compris la rédaction des propositions et la liaison avec les donateurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région. A exercé des pressions pour faire obtenir à ce forum obtenir le statut d'observateur à la Conférence internationale dans la région des Grands Lacs. Établissement de relations

fructueuses avec divers leaders politiques et religieux afin de faciliter la réalisation des objectifs organisationnels

A pris la parole devant plusieurs réunions régionales tenues par diverses organisations, dont le Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre, Afrique.

Septembre 2002 – Mai 2003 : Siège du HCR, Genève (consultante) : Chef d'équipe, exercices de détermination du statut de réfugié concernant des réfugiés d'Érythrée à Gedaref, dans le nord-est du Soudan, en vertu de la clause de cessation sur la base de circonstances ayant cessé d'exister. Coordination et supervision, dans les États de Wad Medani et de Gedaref, d'équipes comprenant jusqu'à 60 avocats du HCR et leurs homologues au sein du gouvernement assistés chacun d'un interprète, d'un greffier et d'un chauffeur, tous personnels placés également sous la supervision directe de la candidate. Élaboration de plans de travail en vue de réaliser l'objectif dans le délai imparti, de donner des orientations sur les questions juridiques, d'assurer la liaison avec les responsables gouvernementaux et le coordinateur DSR (détermination du statut de réfugié) à Khartoum, ainsi qu'avec le siège du HCR à Genève ; déplacements constants sur une zone d'environ 40 000 km<sup>2</sup> afin de superviser les équipes travaillant dans des camps de réfugiés éloignés. A dirigé la première équipe ayant réussi l'exercice.

1998, 1999, 2000, 2001 : Diverses missions de conseil juridique, y compris : la facilitation d'ateliers de formation sur la violence sexuelle et sexiste dans les camps de réfugiés de Kakuma et de Dadaab du HCR ; la conduite d'activités de DSR et de réinstallation pour le HCR ; l'organisation d'ateliers pour le HCR ; et l'animation d'ateliers ainsi que la conduite de recherches pour diverses ONG telles que la FIDA.

Septembre 2001 – Août 2002 : Etudes sabbatiques au Royaume-Uni dans le cadre d'un emploi informel.

Octobre 2000 – Février 2001 : Conseil juridique et responsable de la protection pour le HCR au Soudan : En vertu de l'application de la clause de cessation sur la base de « circonstances ayant cessé d'exister » à tous les réfugiés éthiopiens d'avant 1991, la candidate a été déployée pour mener les opérations de DSR au Soudan. Nommée chef d'équipe dans le Wad Medani, puis chef d'équipe dans le Gedaref. Après avoir mené à bien cet exercice, la candidate a été déployée pour conduire la DSR des combattants militaires érythréens dans le camp de Shagarab. Lors de l'ouverture du bureau auxiliaire du HCR à Kassala après des escarmouches militaires, elle a préparé la DSR des réfugiés éthiopiens d'avant 1991 dans la région de Kassala. Pendant les fêtes de fin d'année, elle a reçu des instructions pour assumer les responsabilités de l'agent de protection du bureau auxiliaire du HCR à Es Showak, l'intéressé étant parti en congé. Exercice de DSR à New Halfa et à Kassala. A aidé à conclure l'exercice de DSR à Khartoum. A dirigé une session de formation de l'équipe de DSR à Khartoum sur la réinstallation. A dirigé une équipe chargée d'identifier et de traiter les cas de réinstallation

Bureau local et centre de services régional du HCR à Nairobi: administrateur adjoint chargé de la protection : La candidate a assumé un large éventail de tâches juridiques relevant du Département de la protection internationale du HCR. Responsable devant le Représentant adjoint (Protection), elle s'est acquittée de tous les aspects de la protection internationale des droits des réfugiés. Entrevues directes avec les réfugiés, rédaction de rapports et détermination du statut. Interventions auprès des autorités et de l'appareil judiciaire. Liaison avec les bureaux du HCR dans le monde entier, les gouvernements et les missions diplomatiques. Facilitation de solutions durables pour les réfugiés, telles que l'intégration locale, la réinstallation et le rapatriement volontaire.

- Juin 1998 – Décembre 1998 : Bureau du HCR à Nairobi (conseil juridique et adjointe du coordinateur) : Détermination du statut des demandeurs d’asile conformément au droit international des réfugiés. Remplace en son absence le coordinateur du projet pour les tâches juridiques et administratives.
- Septembre 1997 – Avril 1998 : TACK International Management Consultants : Consultante : Participe à des missions de formation en gestion, mais sur pied l’unité de sélection de l’encadrement.
- Février 1994 – Février 1995 : Archer & Wilcock, Advocates : Avocate : adjointe au responsable du transfert de grands lotissements urbains. Collaboration étroite avec l’associé principal en matière commerciale et successorale.
- Juillet 1991 – Août 1993 : Credit Reference of Kenya Limited: Directrice des affaires juridiques : Membre clé de l’équipe responsable de la création de la première agence de notation au Kenya. Direction du département juridique, recrutement et supervision du personnel, administration d’une unité opérationnelle.
- Janvier 1990 – Juin 1991 : Kenya Breweries Limited : Assistante du Secrétaire général : aide le Secrétaire général à s’acquitter de ses fonctions juridiques et administratives, y compris la gestion des ressources humaines et le secrétariat de l’entreprise.
- Avril 1988 – Décembre 1989 : Waruhiu & Muite, Advocates : Stagiaire : Initiation à la pratique juridique conformément aux exigences de la Loi sur les avocats.

#### **Affiliations**

- Law Society of Kenya : membre.
- Institute of Certified Public Secretaries of Kenya : membre.
- ICGLR Levy Mwanawasa Regional Centre for Democracy and Good Governance : membre.
- Kenya Women in Mining Caucus : membre.
- WiLDAF – Kenya (Women in Law and Development in Africa : une organisation panafricaine de défense des droits des femmes).
- Membre et ancienne présidente de la FIDA (fédération kenyane des avocates).
- African Women’s Leadership Institute : ancien élève.
- British Council : membre.
- Chevening Scholar : Ford Foundation : ancienne titulaire d’une bourse.
- Ancienne présidente de Young Career Women, une organisation affiliée à la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales (*International Federation of Business and Professional Women*).

#### **Références**

- Hon. Justice Njoki S Ndungu, juge à la Cour suprême du Kenya, Nairobi, Kenya.
- SC Paul K Muite, avocat principal, Nairobi, Kenya.
- M. Frank Okuthe-Oyugi, professeur de sciences politiques et directeur exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (ICGLR), Levy Mwanawasa Regional Centre for Democracy and Good Governance, Lusaka, Zambie.
- Mme Jane Wanjiru Muigai Kamphuis, officier de liaison principale, bureau régional du HCR, Nairobi.
- Manga Close, Kitisuru, Nairobi, Kenya.